

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRAVIRHIN

MASCHIECKE
68190 ENSISHEIM

Références : 0251_2022_01_27_GRAVIRHIN_VIIC lever MED

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement GRAVIRHIN implanté au lieu-dit MASCHIECKE, 68190 ENSISHEIM. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur la vérification du respect de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2016 portant mise en demeure à la société GRAVIRHIN pour sa carrière d'Ensisheim.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIRHIN
- Lieu dit MASCHIECKE - 68190 ENSISHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700251
- Régime : Autorisation

La Société Gravirhin exploite à sec puis en eau, à Ensisheim, une carrière alluvionnaire d'une superficie d'extraction d'environ 5,7 ha.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2016

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Mesure ERC MR1	AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 2	/
Mesrue ERC MR2	AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 3	/
Mesure ERC MR4	AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 4	/
Compte-rendu écologue	AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 5	/
Pente du front d'extraction	AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 6	/
Banquette périphérique	AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 7	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'exploitant n'est plus en situation irrégulière notamment compte tenu des opérations réalisées sur les mesures ERC.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mesure ERC MR1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 2
Thème(s) : Autre, Mesure ERC MR1
Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 septembre 2016 mais hors période de nidification de l'avifaune, et conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la suppression de Robiniers : « L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après : Suppression des Robiniers sur la partie Sud du talus en limite Ouest ».
Constats : En réponse au rapport de la visite d'inspection du 19 mai 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 19 octobre 2016, un tableau recensant les opérations mises en œuvre, entre septembre 2015 et septembre 2016, accompagné de photos et répondant aux exigences de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015. L'exploitant a également transmis, par un courrier du 25 avril 2017, à l'inspection des installations classées, le rapport du suivi écologue de l'année 2016 attestant de la réalisation de ces opérations dont la suppression des Robiniers. La visite réalisée le 27 janvier 2022 a permis de constater l'absence de robiniers sur la partie Sud du talus en limite Ouest. Il est proposé que la disposition de mise en demeure soit levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesrue ERC MR2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 3
Thème(s) : Autre, Mesrue ERC MR2
Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 septembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé : «L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après : Pour valoriser l'habitat du Léopard des neiges : mise en place de quelques tas de galets (entre 4 et 10 m ²) sur les talus et leurs lisières et d'hibernaculum favorables aux reptiles en partie Nord du talus Est. ».
Constats : En réponse au rapport de la visite d'inspection du 19 mai 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 19 octobre 2016, un tableau recensant les opérations mises en œuvre, entre septembre 2015 et septembre 2016, accompagné de photos et répondant aux exigences de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015. L'exploitant a également transmis, par un courrier du 25 avril 2017, à l'inspection des installations classées, le rapport du suivi écologue de l'année 2016 attestant de la réalisation de ces opérations dont l'habitat des lézards en partie Nord du talus Est. La visite réalisée le 27 janvier 2022 a permis de constater la présence effective d'un tas de galets en partie Nord du talus Est. Il est proposé que la disposition de mise en demeure soit levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesure ERC MR4

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 4
Thème(s) : Autre, Mesure ERC MR4
Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 novembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé : « L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après : Ensemencement de parcelles et/ou talus exploités à sec, avec <i>Bromus erectus</i> , en utilisant de la fenasse originaire de pelouses bien fleuries de la plaine rhénane et en privilégiant les semences locales en partie Est du talus /berge Nord ».
Constats : En réponse au rapport de la visite d'inspection du 19 mai 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 19 octobre 2016, un tableau recensant les opérations mises en œuvre entre septembre 2015 et septembre 2016 accompagné de photos et répondant aux exigences de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015. L'exploitant a également transmis, par un courrier du 25 avril 2017, à l'inspection des installations classées, le rapport du suivi écologue de l'année 2016 attestant de la réalisation de ces opérations dont l'ensemencement de la partie Est du talus/berge Nord. La visite réalisée le 27 janvier 2022 a permis de constater la présence effective de pelouse sur ce talus. Il est proposé que la disposition de mise en demeure soit levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Compte-rendu écologue

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 5
Thème(s) : Autre, Compte-rendu écologue
Prescription contrôlée : Au plus tard le 31 août 2016 conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la transmission du compte-rendu de réalisation des opérations en faveur de la biodiversité, pour les opérations réalisées en 2015 et le 1er trimestre 2016: «Les comptes-rendus de réalisation des opérations (aménagements de talus, de zones, plantations, etc ...) seront transmis (...) : • au Préfet, • à la DREAL-Alsace (2 exemplaires). ».
Constats : En réponse au rapport de la visite d'inspection du 19 mai 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 19 octobre 2016, un tableau recensant les opérations mises en œuvre entre septembre 2015 et septembre 2016 accompagné de photos et répondant aux exigences de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015. En outre, depuis la visite d'inspection de 2016, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées, les rapports de suivi écologue permettant de suivre l'avancement de la réalisation des mesures ERC. Il est proposé que la disposition de mise en demeure soit levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Pente du front d'extraction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 6
Thème(s) : Autre, Pente du front d'extraction
Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 juin 2016 conformément aux dispositions de l'article 8-3-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la pente du talus de stabilité du front d'exploitation à sec de la carrière, pour la partie du front d'exploitation à sec Est, dont le bord actuel d'exploitation se situe à plus de 15 mètres de la «limite intérieure carrière» de la banquette périphérique de protection, le front d'exploitation devra être réglé pour que : « (...) La pente maximale du front extraction s'établit à 1/1,5 (environ 33 °) par rapport à l'horizontale, pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe.(...). ».
Constats : En réponse au rapport de la visite d'inspection du 19 mai 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 19 octobre 2016, des photos justifiant de la réalisation des opérations permettant de corriger la pente du front d'exploitation à sec Est. La visite réalisée le 27 janvier 2022 a relevé que la pente avait été corrigée à 1/1,5 sur la partie du front associée à la phase n°1 du plan de phasage. Il est proposé que la disposition de mise en demeure soit levée.
Observations : L'exploitant devra veiller à la conformité de cette pente sur toute la longueur de ce front y compris pour la partie associée à la phase n°2 du plan de phasage.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Banquette périphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Banquette périphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 31 octobre 2016 conformément aux dispositions de l'article 8-3-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la pente du talus de stabilité du front d'exploitation à sec de la carrière, pour la partie du front d'exploitation à sec Est, dont le bord actuel d'exploitation se situe à moins de 15 mètres de la «limite intérieure carrière» de la banquette périphérique de protection (plus particulièrement la partie Nord du front Est), le talus de stabilité du front d'exploitation devra être reconstitué avec des matériaux de la carrière de Ensisheim (gravier tout-venant, terres de découverte, fines séchées issues des opérations de curage/entretien des bassins de décantation) pour que :</p> <p>« (...) La pente maximale du front extraction s'établit à 1/1,5 (environ 33 °) par rapport à l'horizontale, pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe.(...). ».</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse au rapport de la visite d'inspection du 19 mai 2016, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le 19 octobre 2016, des photos justifiant de la réalisation des opérations rétablissant la stabilité de la banquette périphérique de 25 m.</p> <p>La visite effectué le 27 janvier 2022 n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.</p> <p>Il est proposé que la disposition de mise en demeure soit levée</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant veillera à transmettre le plan d'exploitation établi en février 2020 à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite